

APRÈS UN MOIS DE NOVEMBRE PEU PLUVIEUX

Y a-t-il risque de sécheresse ?

L'Algérie risque-t-elle de traverser une période de sécheresse après un mois de novembre peu pluvieux ?

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Un tel risque est potentiel d'autant que le mois de novembre a été peu pluvieux à l'exception des premiers jours ou des orages annoncés dès aujourd'hui. Or, l'automne a débuté par un mois de septembre quelque peu orageux.

Cette absence de pluviosité risque-t-elle ainsi d'impacter sur la saison agricole, notamment la céréaliculture ?

Le risque est peu probable cependant, assure-t-on au ministère des Ressources en eau où l'on se prévaut d'un taux de

remplissage des 60 barrages opérationnels de 63,5 %. Selon la même source, quelque 3,6 milliards de mètres cubes d'eau sont mobilisés, en augmentation de 20 %. Par régions, les 13 barrages de l'ouest du pays sont remplis à 70 %, ceux du centre à 60 %, à l'exception de deux barrages de Tipasa et de Bouira. Quant aux barrages de l'est du pays, ils sont remplis à hauteur de 60 %. Ce qui augure une bonne couverture des besoins en alimentation en eau potable et dans l'agriculture. On estime donc, à la condition d'un sol humi-

de et d'une gestion rationalisée, que cette saison agricole n'est pas menacée. Et d'autant que la demande en eau d'irrigation est moindre en période hivernale et que les besoins notamment estivaux seront satisfaits au moins jusqu'en 2011.

De même, l'on considère, au niveau de l'Office national de la météorologie (ONM), que l'absence de pluviosité durant le mois de novembre n'augure aucunement d'un hiver sec, dans la mesure où les températures et les conditions climatiques actuelles sont normales dans une région méditerranéenne au climat tempéré, comme l'Algérie.

C. B.



Photo : DR.

Les barrages du centre sont remplis à 60 %.

MÉTÉO

De la pluie aujourd'hui

Des pluies, des vents assez forts et des températures assez basses sont attendus pour les journées d'aujourd'hui et demain.

Selon l'Office national de la météorologie (ONM), des perturbations atmosphériques sont attendues dès aujourd'hui, notamment à l'ouest et au centre

du pays. Des pluies orageuses sont annoncées pour le début de journée, localement assez marquées et accompagnées de grêle.

Les wilayas concernées sont Tlemcen, Aïn Temouchent, Oran, Mostaganem, Chlef, Tipasa, Alger, Boumerdès, Sidi Bel-Abbès, Mascara, Relizane, Tissemsilt, Aïn-Defla, Blida,

Médéa et Bouira. Les cumuls estimés atteindront ou dépasseront localement 40 mm, selon un bulletin météo spécial émis par l'ONM pour la période du dimanche 29 novembre à 21h au lundi 30 novembre à 12h.

Une pluviosité qui survient trois semaines après les fortes pluies qui ont marqué les premiers jours de novembre.

Egalement, des vents assez forts sont prévus sur le littoral du pays, selon l'ONM.

Voire, l'Office prévoit, dès demain mardi, des chutes de neige au centre et à l'est du pays, sur les reliefs de plus de 900 m.

L'ONM prévoit aussi le rafraîchissement des températures aujourd'hui en fin de journée, à

l'est du pays notamment. Des températures de 21° à Oran, 21° au centre du pays, entre 14 et 15° à l'Est et de l'ordre de 20° au Sud sont indiquées.

Des températures assez basses selon l'Office qui prévoit, cependant, une nette amélioration des conditions atmosphériques dès mercredi.

C. B.

LA SIXIÈME LÉGISLATURE ARRIVE À MI-MANDAT

APN, un bilan plus que modeste

La sixième législature de l'Assemblée populaire nationale est arrivée à mi-mandat. Mal élus mais jouissant d'un statut de privilégiés, les députés de cette mandature n'ont toujours pas réussi à exercer pleinement leurs pouvoirs, notamment celui de légiférer.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Le 31 mai 2007, le Conseil constitutionnel validait les résultats de l'élection législative du 17 mai. La nouvelle Assemblée populaire nationale est élue avec un taux de participation « officiel » estimé à 35,67 %. Le fort taux d'abstention venait confirmer le désintéressement total de la société de la chose politique.

Que peut-on retenir de l'action de cette Assemblée qui arrive aujourd'hui à mi-mandat ? A vrai dire, son bilan est plutôt maigre.

L'essentiel de l'activité législative de ces deux ans et demi s'est limitée à l'adoption de textes de loi et à des séances plénières de questions orales. Il est important de préciser que l'ensemble des lois provient du pouvoir exécutif. Mieux, sur 34 textes adoptés, un tiers, 9 précisément, sont des ordonnances présidentielles.

Les députés ont donc été incapables de faire ne serait-ce qu'une seule proposition de loi.



«Les députés sont incapables de faire ne serait-ce qu'une seule proposition de loi.»

Une situation qui démontre l'impuissance et la faiblesse du pouvoir législatif face à l'exécutif.

D'ailleurs, cette sixième législature a contribué activement au renforcement des attributions de ce dernier à travers l'adoption de la loi portant révision partielle de la Constitution algérienne.

A travers cet acte, dont on a « célébré » le 12 novembre dernier le premier anniversaire, les députés, aidés en cela par les sénateurs, avaient surtout permis de faire sauter le verrou de la

limitation des mandats présidentiels. Une mesure qui permettra au président Abdelaziz Bouteflika de se présenter puis de se faire élire à un troisième mandat quelques mois plus tard.

L'histoire retiendra que seuls le groupe parlementaire du Rassemblement pour la culture et la démocratie et quelques députés du Front national algérien avaient voté contre cette loi. D'aucuns feront remarquer que cette révision avait été précédée par l'adoption de la loi relative au

membre du Parlement. Fortement décrié, le texte en question a permis aux parlementaires de doubler leurs indemnités.

Aujourd'hui, le salaire d'un élu dépasse les 30 millions de centimes. Il est vrai que les parlementaires n'en étaient pas à leur première cocasserie. Une année auparavant, ils avaient levé bien haut la main pour entériner une ordonnance présidentielle permettant l'importation de pomme de terre... Reste cependant l'es-

sentiel : qu'est-ce qui empêche les députés d'exercer pleinement leurs pouvoirs ? Pourquoi ne sont-ils pas parvenus à déposer et à faire passer une seule proposition de loi ? Il est vrai que les élus de la législature précédente étaient tout juste parvenus à « imposer » une seule proposition de loi. Présentée par le groupe parlementaire du mouvement El Islah, celle-ci concernait la révision du code électoral.

On peut dire que les raisons de cette inertie institutionnelle et politique sont multiples. A commencer par les élus eux-mêmes qui, dans leur grande majorité, n'ont aucun rapport avec la politique.

Le statut de parlementaire reste, pour beaucoup, synonyme de pouvoir et d'affairisme. Preuve en est le nombre de députés qui se sont rendus coupables de voie de fait sur de simples citoyens.

Le blocage peut également s'expliquer par une sorte d'embargo imposé par les partis de l'Alliance présidentielle. Alliance qui est omniprésente au sein du gouvernement.

En fait, aujourd'hui encore, il n'existe aucune volonté politique de faire du Parlement une institution forte et indépendante.

T. H.

Photo : Samir Sld.